

Communiqué de presse

Évry, le 9 février 2011

Réforme de la dépendance : un débat mal engagé !

Michel Berson, Président du Conseil général de l'Essonne, entend dénoncer la manière par laquelle le Président de la République a entamé le débat crucial sur l'avenir de la dépendance.

Devant le Conseil économique, social et environnemental, le Président de la République a fixé des éléments de diagnostic qui révèlent sa méconnaissance profonde des enjeux et masquent mal sa volonté d'évacuer le débat sur le 5^e risque.

Car, comme le souligne Michel Berson, *"l'enjeu est bien de renforcer notre pacte social en traitant la dépendance comme un risque de la vie donnant lieu à une socialisation. Ainsi, chacun devra cotiser en fonction de ses moyens et percevra en fonction de ses besoins"*.

Avec un dogmatisme qui malheureusement lui ressemble, Nicolas Sarkozy lance donc le débat en théorisant l'insurmontabilité du problème auquel il s'attaque. La culpabilisation des familles et le discours remâché sur l'effritement des solidarités familiales, révèle un acharnement à casser la solidarité intergénérationnelle qui prévaut dans notre pays depuis l'instauration de la Sécurité sociale.

La logique assurantielle que pourrait promouvoir le Gouvernement est particulièrement angoissante pour nos concitoyens en perte d'autonomie, elle indexerait la qualité du traitement de leur dépendance au niveau de leur patrimoine. Cette approche serait dévastatrice pour les familles les plus modestes.

Le vieillissement de la population et ses conséquences est l'un des défis majeurs que notre pays doit relever. Au cours des trente prochaines années, le nombre de personnes âgées dépendantes va croître de 1% par an sous le double effet de l'allongement de l'espérance de vie et du vieillissement des baby-boomers.

Le débat nécessaire qui devra se tenir dans les mois qui viennent devra déterminer quelle part des ressources nationales notre pays entend consacrer à la dépendance.

Pour allier solidarité nationale et accompagnement rigoureux, le Gouvernement devra très étroitement associer les Départements de France, premiers acteurs du champ social, au débat sur cet enjeu majeur.

Contact : Mélanie DUCLOS
Téléphone : 01 60 91 91 20
Portable : 06 83 98 26 65
Télécopie : 01 60 91 91 24
E-mail : mduclos@cg91.fr

